

Comité consultatif sur l'application des droits

Dix-huitième session
Genève, 2 – 4 juin 2026

RÔLE ET FONCTIONS DE LA *GUARDIA DI FINANZA* DANS LA LUTTE CONTRE LA CONTREFAÇON

*Contribution rédigée par M. Antonio De Cristofaro, lieutenant-colonel, chef de la première section du groupe de lutte contre la contrefaçon et de la sécurité des produits de l'unité des biens et services spéciaux, Rome (Italie)**

RÉSUMÉ

La *Guardia di Finanza* est une force de police italienne spécialisée dans la lutte contre la criminalité économique et financière. La présente contribution décrit le rôle, les fonctions et les objectifs stratégiques de cette force de police, avec un accent particulier mis sur la prévention et la lutte contre les délits en matière de propriété intellectuelle et la contrefaçon. La *Guardia di Finanza* adopte une approche transversale de la lutte contre la contrefaçon, qui associe mesures coercitives, technologie, surveillance et mobilisation des parties prenantes. Elle s'appuie notamment sur deux instruments clés : i) le Système d'information anti-contrefaçon (*Sistema Informativo Anti-Contraffazione*, SIAC), qui permet aux titulaires de droits de propriété intellectuelle et aux agents de collaborer pour recueillir des preuves de contrefaçon, et ii) le système Safety Gate de l'Union européenne (UE), qui aide les services européens chargés de l'application de la loi à coopérer pour retirer du marché les produits dangereux, généralement des produits de contrefaçon.

* Les points de vue exprimés dans le présent document sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux du Secrétariat ou des États membres de l'OMPI.

I. INTRODUCTION

1. *La Guardia di Finanza* est une force de police militaire, économique et financière qui relève du Ministère italien de l'économie et des finances. Elle emploie près de 64 000 personnes au sein d'unités locales et spécialisées réparties sur l'ensemble du territoire. Sa mission comporte trois volets :

- lutter contre la fraude fiscale et la fraude aux droits d'accise, en particulier la contrebande de tabac, dans le cadre de contrôles fiscaux et d'enquêtes de police judiciaire;
- lutter contre les délits en matière de dépenses publiques, en menant des enquêtes de police judiciaire et d'autres actions visant à prévenir et à poursuivre les cas de détournement et d'abus de fonds publics; et
- lutter contre la criminalité économique et financière, en procédant à des inspections et à des enquêtes sur les transactions suspectes afin de prévenir et de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme; contrôler les mouvements transfrontières de devises; recouvrer les actifs issus de la criminalité organisée; mener des enquêtes sur les faillites, les délits financiers et le trafic international de stupéfiants; et, surtout, mener des actions contre la contrefaçon et la vente de produits dangereux et non conformes.

II. MÉTHODOLOGIE

2. La contrefaçon est une menace omniprésente. Elle sape la concurrence et les efforts des personnes qui investissent dans la recherche, l'innovation et la créativité; elle entrave les échanges commerciaux en nuisant à la réputation des marques, à la confiance des clients et à la sécurité des consommateurs; et, plus largement, elle a des répercussions négatives sur le marché du travail et l'environnement.

3. Les mesures de lutte contre la contrefaçon exigent dès lors une approche transversale, associant répression, technologie, surveillance et mobilisation des parties prenantes. Les contrefacteurs changent constamment de tactique, de sorte que le problème ne peut être résolu en travaillant de manière cloisonnée. Il est donc nécessaire, entre autres, d'adopter une stratégie consistant à "suivre l'argent" pour saisir les gains illicites. Dans les affaires de contrefaçon, la *Guardia di Finanza* remonte à la source des flux financiers et des processus économiques en analysant les factures, les comptes bancaires, ainsi que les boutiques en ligne et les plateformes numériques, où sont souvent vendus les produits de contrefaçon.

III. CHIFFRES

4. Entre janvier 2024 et mai 2025, la *Guardia di Finanza* a saisi des actifs d'une valeur de plus de 1,6 milliard de dollars É.-U. et en a confisqué pour 1,7 milliard supplémentaire (la saisie est une mesure conservatoire provisoire, tandis que la confiscation est définitive et entraîne la restitution des actifs au patrimoine de l'État). Ces chiffres ne concernent que les actifs du crime organisé et ne tiennent pas compte d'actions illicites spécifiques.

5. En matière de droits de propriété intellectuelle et de sécurité des consommateurs, plus de 15 millions de dollars É.-U. de produits de contrefaçon ou dangereux ont été saisis et plus de 77 000 sites Web utilisés pour commercialiser ces produits ont été bloqués ou fermés sur la même période. Par ailleurs, plus de 2 200 tonnes de tabac et de cigarettes ainsi que plus de 40 tonnes de stupéfiants ont été saisies soit à la frontière en collaboration avec les douanes, soit ailleurs sur le territoire national.

IV. COOPÉRATION INTERNATIONALE

6. La contrefaçon affecte le commerce mondial; les efforts pour la combattre ne se limitent pas à l'Italie et doivent être menés à l'échelle mondiale. La coopération internationale avec un réseau de fonctionnaires opérant dans des pays considérés comme des partenaires stratégiques est donc essentielle à l'approche transversale de la *Guardia di Finanza*. Cette dernière travaille aussi en étroite collaboration avec des organismes de coopération internationaux et européens, tels qu'INTERPOL, l'Organisation mondiale des douanes (OMD), Europol, l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex). Elle s'appuie également sur les capacités de ses cellules de renseignement financier et de son bureau de recouvrement des actifs pour traiter les affaires de blanchiment d'argent et d'autres crimes financiers.

7. Elle participe en outre aux opérations menées dans le cadre de la plateforme pluridisciplinaire européenne contre les menaces criminelles (EMPACT), qui accorde la priorité à la criminalité économique et financière (fraude à la TVA, fraude en matière d'accises et de douanes, criminalité liée à la propriété intellectuelle et contrefaçon de produits et de devises) pour la période 2026-2029. Dans ce contexte, la *Guardia di Finanza* pilote le plan d'action opérationnel sur "la criminalité liée à la propriété intellectuelle et la contrefaçon de produits et de devises", qui définit le cadre de la lutte contre ces délits à l'échelle internationale.

V. BONNES PRATIQUES

8. Pour la *Guardia di Finanza*, deux bonnes pratiques revêtent une importance particulière dans le cadre des délibérations menées au sein du Comité consultatif sur l'application des droits (ACE) de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) :

- i) la mobilisation des parties prenantes, en particulier la coopération entre la *Guardia di Finanza* et les titulaires de droits de propriété intellectuelle, est facilitée par le SIAC. Les parties prenantes du secteur privé peuvent s'inscrire sur cette plateforme en ligne gratuite en tant que titulaires de droits de propriété intellectuelle de tout type et y indiquer toute information qu'elles jugent utile pour lutter contre la contrefaçon de leurs produits, y compris des signalements d'atteintes spécifiques. Après une analyse minutieuse, ces signalements sont transmis aux unités territoriales qui mènent des enquêtes sur le terrain pouvant déboucher sur des sanctions administratives ou des poursuites pénales selon la nature de l'atteinte commise. Les résultats de ces enquêtes sont ensuite téléversés sur la plateforme et peuvent être consultés par toutes les parties prenantes concernées dans un rapport trimestriel. À ce jour, plus de 880 marques ont été enregistrées dans le SIAC, qui est largement reconnu comme un outil efficace de lutte contre la contrefaçon par les acteurs nationaux et internationaux. Les marques étrangères ont également recours à cette plateforme, qui est disponible en cinq langues (italien, anglais, français, allemand et espagnol);
- ii) le système Safety Gate permet aux membres de l'UE d'échanger rapidement des informations entre eux, en diffusant des informations détaillées sur les produits dangereux, dont la plupart sont des produits de contrefaçon présentant un risque grave pour la santé des consommateurs. Ce système vise à faciliter le retrait des produits dangereux du marché intérieur de l'UE. Au cours de la période 2023-2024, la *Guardia di Finanza* a enregistré dans le système plus de 2 000 notifications relatives à la saisie de quelque 540 000 produits (principalement des cosmétiques et des jouets) dans toute l'Italie, considérés comme une menace grave pour la santé humaine car ils contenaient des substances interdites.

VI. CONCLUSION

9. Selon le dernier rapport de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le commerce de produits de contrefaçon sur le seul marché de l'UE représente 117 milliards de dollars É.-U. Compte tenu des intérêts bien établis en jeu et de la complexité de l'application des droits, l'approche multidimensionnelle de la *Guardia di Finanza* vise à encourager la collaboration la plus large possible avec les acteurs du secteur privé, ainsi qu'avec les partenaires européens et internationaux. Elle est convaincue que ces deux formes de collaboration apportent une véritable valeur ajoutée à toute stratégie de lutte active contre la contrefaçon.

[Fin de la contribution]